

# **Les Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne et le Togo**

Antoinette M. Sayeh

Directrice, Département Afrique,  
Fonds Monétaire International (FMI)

---

## **La croissance en Afrique subsaharienne reste robuste, mais des défis se pointent à l'horizon.**

La croissance de l'économie mondiale reste faible, et les incertitudes demeurent grandes. Pourtant, l'Afrique subsaharienne, dans son ensemble, continue d'enregistrer de très bons résultats, avec une croissance économique qui devrait dépasser les 5 % cette année et l'an prochain. Cette résilience était déjà manifeste en 2008–09—l'économie mondiale traversait alors sa plus grave récession depuis les années '30. Et les pays à faible revenu se portaient bien mieux que lors des précédentes récessions mondiales. Grâce à la mise en œuvre de politiques macroéconomiques prudentes au cours des dix dernières années et aux allègements de dette, bon nombre de pays ont été en mesure de conduire des politiques contracycliques en permettant à leur déficit budgétaire de se creuser. Ils ont ainsi pu préserver des dépenses essentielles ; en effet, la plupart des pays ont augmenté leurs dépenses consacrées aux infrastructures, à la santé et à l'éducation. La forte croissance des pays émergents, qui sont les principaux partenaires commerciaux de beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne, a contribué aussi à atténuer les répercussions de la récession mondiale.

L'Afrique pourra-t-elle faire preuve de pareille résilience aujourd'hui? L'économie mondiale connaît des problèmes considérables. La zone euro est en proie à des tensions budgétaires et financières, les États-Unis sont exposés au risque d'un assainissement budgétaire brutal et même des pays émergents comme la Chine risquent un ralentissement de leur croissance. Selon les estimations du FMI, un ralentissement prolongé de l'économie mondiale de deux points de pourcentage du PIB réduirait la croissance en Afrique subsaharienne d'un point par an. Par ailleurs, beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne restent confrontés à des problèmes locaux. La sécheresse demeure un risque pour nombre d'entre eux, avec des conséquences qui pourraient être désastreuses pour les prix des denrées alimentaires. La montée récente des tensions sécuritaires en Afrique de l'Ouest représente aussi un risque économique. Ces tensions sont graves, car non seulement elles perturbent l'activité économique locale, mais elles peuvent s'étendre également aux pays voisins.

## **L'Afrique pourra gérer ces difficultés en menant une politique économique prudente**

La bonne gestion de la crise de 2008–09 a eu un prix. Le niveau d'endettement était faible, mais il a augmenté depuis. Les déficits sont maintenant également plus élevés. Beaucoup de pays ont conservé une marge budgétaire leur permettant de répondre avec flexibilité aux chocs, et ils devraient l'utiliser.

Mais cette marge de manœuvre a été réduite et les sources de financement sont maintenant bien moins abondantes. L'assistance financière aux pays pauvres risque de souffrir de l'austérité budgétaire dans les pays avancés. Le recours aux financements des marchés financiers, auxquels les pays africains ont de plus en plus accès, pourraient se tarir soudainement si la récession mondiale devenait réalité. Par contre, de nombreux pays peuvent encore mobiliser des recettes supplémentaires, notamment grâce à leurs ressources naturelles.

Il serait donc prudent que les pays où la croissance reste soutenue se reconstituent une marge de manœuvre budgétaire pour faire face à ces nouveaux risques. Plusieurs options existent. Par exemple, beaucoup de pays maintiennent des subventions énergétiques coûteuses (en moyenne 4 % du PIB pour l'Afrique subsaharienne). Ces subventions ne sont non seulement coûteuses, et réduisent la marge des dépenses publiques disponible aux infrastructures, à la santé et à l'éducation, mais en plus, elles sont inefficaces, car elles étouffent la croissance en décourageant l'entretien et l'investissement dans la production et les économies d'énergie—éléments vitaux pour la croissance future de l'Afrique.

### **La situation économique du Togo**

Les conditions économiques au Togo demeurent favorables. L'inflation continue de baisser grâce à l'évolution modérée des prix des produits alimentaires suite à une offre abondante de produits nationaux. Le taux d'inflation moyen projeté pour 2012 est de 2,5 %. La croissance du produit intérieur brut (PIB), en termes réels, reste forte à environ 5 %, malgré les incertitudes économiques, le ralentissement de la conjoncture mondiale et les retards dans la mise en œuvre du budget d'investissement de l'Etat. La croissance réelle du PIB pourrait s'accélérer en 2013 pour atteindre 5,3 %. Les déficits de la balance du compte courant devraient se situer autour de 8 % du PIB en 2012 et en 2013.

Le budget 2012 s'exécute avec une bonne performance des recettes, mais les subventions aux produits pétroliers dépassent les montants budgétisés, et les recettes de privatisation ainsi que l'appui budgétaire des bailleurs de fonds n'atteindront pas les montants prévus. Il est urgent de prendre des mesures pour réduire les risques d'illiquidité. Le projet de budget 2013 reflète notamment une meilleure évaluation du budget d'investissement en fonction des capacités d'exécution et des économies substantielles des dépenses sur biens et services, tandis que d'autres dépenses seront largement déterminées par les politiques d'emploi public et de prix des produits pétroliers qui devraient être mises en ligne avec les contraintes budgétaires.

### **Les perspectives à long terme de l'Afrique restent solides**

L'économie mondiale va peut-être traverser une période prolongée d'incertitude et de fragilité. Toutefois, les perspectives à long terme de l'Afrique restent solides. De nombreux pays vivent une phase de croissance soutenue, qui, dans certains cas, dépasse celle que les « tigres asiatiques » ont connue. L'investissement augmente, ce qui renforce le potentiel économique. Par ailleurs, les découvertes de ressources naturelles, conjuguées à la persistance de cours élevés des produits de base, offrent de nouvelles opportunités de croissance. Il est nécessaire de saisir ces occasions. Selon des études récentes du FMI, la transformation de l'économie—processus par lequel une hausse rapide

de la productivité agricole libère de la main-d'œuvre pour un secteur manufacturier qui se développe—est bien plus lente en Afrique qu'elle ne l'a été en Asie. Par ailleurs, étant donné l'importance, dans de nombreux pays africains, des industries extractives, qui créent souvent moins d'emplois que l'industrie manufacturière de base, le caractère « solidaire » de la croissance est moins affirmé. La distribution des fruits de la croissance est un problème important auquel il faut s'attaquer.

Le développement des infrastructures aura d'importantes répercussions positives, aussi pour le secteur agricole ; l'investissement dans l'éducation et la santé permettra de mettre en valeur le capital humain et ainsi de tirer parti de la jeune population active africaine ; l'accélération de l'intégration régionale créera des marchés de plus grande taille et offrira des économies d'échelle aux investisseurs et à la production ; et l'amélioration du climat des affaires permettra d'attirer des investissements et des capitaux étrangers, ce qui réduira progressivement la dépendance à l'égard de l'aide. Rien de tout cela ne se fera automatiquement. Mais la mise en œuvre de politiques macroéconomiques solides, comme celles que nous observons de plus en plus sur le continent africain, demeure un vecteur puissant de développement économique et de changement de société.